

fürher vorsteht. Es ist ferner nicht bestritten, daß die kaufmännische und technische Leitung des gesamten Schlaf- und Speisewagenbetriebes in der Schweiz von Basel aus besorgt wird. Daraus folgt aber, daß die Rekurrentin hinsichtlich dieses Geschäftsbetriebes auf die gleiche Linie zu stellen ist, wie eine schweizerische Gesellschaft mit Sitz in Basel, und daß sie insbesondere auch, soweit es ihren schweizerischen Geschäftsbetrieb betrifft, in gleicher Weise, wie eine einheimische Gesellschaft, den Schutz der Bundesbehörden gegen Doppelbesteuerung anrufen kann (vgl. Art. 1 des Niederlassungsvertrages zwischen der Schweiz und Belgien vom 4. Juni 1887, Amtl. Samml., N. F., Bd. X, S. 596, ferner das Urteil des Bundesgerichts i. S. der Compagnie d'assurances l'Union, Amtl. Samml., Bd. XXI, S. 69 Erw. 3).

3. Nach den durch die Praxis der Bundesbehörden in Doppelbesteuerungssachen aufgestellten Regeln ist der gesamte Erwerb eines gewerblichen Unternehmens, wie das vorliegende, in dem Kanton zu versteuern, wo das Unternehmen seinen Sitz hat, und nur dann wird eine Ausnahme zugestanden, wenn in einem andern Kanton ein eigentliches Geschäftsdomizil begründet ist, indem in diesem Falle der Erwerb, welcher durch dieses Domizil vermittelt wird, in letzterem Kantone zu versteuern ist. Danach genügt die bloße Thatsache, daß die Rekurrentin ihre Geschäftstätigkeit zum Teil auf dem Gebiet des Kantons Uri ausübt, nicht, um sie für ihren dahierigen Erwerb der Steuerhoheit dieses Kantons zu unterwerfen. Vielmehr wäre die Steuerberechtigung des Kantons Uri nur dann begründet, wenn die Rekurrentin neben ihrem Geschäftssitz in Basel auch einen solchen im Kanton Uri begründet hätte. Das ist nun aber nicht der Fall. Es befindet sich daselbst kein zweiter örtlicher Mittelpunkt der geschäftlichen Thätigkeit der Rekurrentin, sie besitzt auch dort keine ständigen unter besonderer Leitung stehenden Einrichtungen und Anstalten, mittelst deren ein Teil des Erwerbes erzielt würde. Vielmehr wird unbestrittenermaßen die ganze technische und kaufmännische Leitung des Betriebes von Basel aus besorgt. Es kann daher keine Rede davon sein, daß die Rekurrentin im Kanton Uri eine daselbst ein Steuerdomizil begründende Geschäftsniederlassung besitze. Daran ändert der Umstand nichts, daß die Rekurrentin gemäß Art. 31 der Kantonsverfassung im Kanton Uri ein Domizil verzeigt und

einen Vertreter bezeichnet hat. Denn es ist klar, daß durch derartige kantonale Vorschriften, die übrigens offenbar zunächst bloß polizeiliche und prozessualische Bedeutung haben, an den bundesrechtlichen Grundsätzen über das Verbot der Doppelbesteuerung nichts geändert werden kann, wie denn auch in der erwähnten Bestimmung der Kantonsverfassung die Bundesvorschriften ausdrücklich vorbehalten sind (vgl. die Entscheide des Bundesgerichts in Sachen Helvetia gegen Uri, Amtl. Samml., Bd. XVIII, S. 22, und in Sachen Frey gegen Andermatt, vom 25. Oktober 1898 Erw. 2).

4. Erscheint sonach der Steueranspruch des Kantons Uri als unbegründet, so ist es, wie das Bundesgericht schon oft ausgesprochen hat, durchaus gleichgültig, ob der Kanton Baselstadt von seiner Steuerhoheit Gebrauch mache und den im Kanton Uri erzielten Erwerb der Rekurrentin zur Steuer heranziehe oder nicht.

Demnach hat das Bundesgericht  
erkannt:

Der Rekurs wird für begründet erklärt und das angefochtene Urteil des Obergerichts des Kantons Uri vom 21. September 1898 aufgehoben.

### III. Niederlassung und Aufenthalt. Etablissement et séjour.

122. Arrêt du 3 novembre 1898, dans la cause Boudry contre Genève.

Art. 45, al. 3 Const. féd.; le retrait d'établissement n'est justifié que dans le cas où la personne établie s'est rendue coupable d'au moins un délit grave au lieu de son nouveau domicile.

I. — Par arrêté du 11 septembre 1897, le Département genevois de Justice et Police décida « de ne pas accorder » l'autorisation de séjourner dans le canton de Genève au » nommé Boudry (Marc-Jules), originaire de Ecotaux (Vaud),

» demeurant 10, rue de la Navigation. » Cette décision se fondait sur le motif que Boudry avait été « condamné pour » bataille, escroquerie et abus de confiance. »

L'arrêté du Département de Justice et Police fut confirmé par le Conseil d'Etat en date du 27 juillet 1898.

II. — Par recours de droit public du 27 août 1898, Boudry a demandé au Tribunal fédéral d'annuler ces arrêtés.

A l'appui de ses conclusions, le recourant fait valoir notamment ce qui suit : Depuis 1895, Boudry réside à Genève en vertu de cartes de séjour provisoires. Durant cette période, il n'a subi aucune condamnation et sa conduite a été, au contraire, exemplaire, ainsi qu'il ressort de déclarations émanant de divers citoyens et jointes au recours. Avant de s'établir à Genève, le recourant a été frappé de trois condamnations, dans le canton de Vaud. Mais il n'a jamais été privé de ses droits civiques. Il ne tombe pas sous le coup de l'art. 45. al. 2 et suiv. Const. féd.

III. — Dans sa réponse, le Conseil d'Etat du canton de Genève conclut au rejet du recours.

Son argumentation est en substance celle-ci : Boudry est venu s'établir à Genève en 1895. Ce n'est qu'en 1897 que le Département de Justice et Police connut son passé. Boudry avoua avoir été condamné, dans le canton de Vaud : en 1883, pour batterie (à 90 jours de réclusion), en 1890, pour escroquerie et, en 1892 pour abus de confiance. Aux termes de l'art. 45, al. 3, l'établissement peut être retiré à ceux qui ont été à répétées fois punis pour délits graves. S'il y a des motifs suffisants pour refuser l'établissement au moment où il est sollicité, ces motifs seront également suffisants pour retirer l'autorisation quand l'autorité cantonale n'en aura connaissance que postérieurement. Rien, dans le texte constitutionnel, n'indique que les causes d'expulsion ou de refus d'établissement aient dû se produire dans tel ou tel canton. L'escroquerie et l'abus de confiance sont des délits graves. Il en est de même d'une batterie qui a été punie de trois mois de réclusion. Par le fait des condamnations prononcées

contre lui dans le canton de Vaud, Boudry se trouve dans la situation prévue par l'art. 45 Const. féd.

*Vu ces faits et considérant en droit :*

1. — L'arrêté pris contre le recourant par le Département de Justice et Police genevois se fonde uniquement sur le motif que Boudry a été « condamné pour bataille, escroquerie et abus de confiance, » et, pour justifier cet arrêté, le Conseil d'Etat du canton de Genève invoque, dans sa réponse, l'art. 45 Const. féd. d'une façon toute générale.

Les autorités genevoises n'ont pas non plus indiqué clairement si elles considéraient la mesure qu'elles prenaient à l'égard de Boudry comme un refus ou un retrait d'établissement.

2. — Le point que le Tribunal fédéral a à examiner peut néanmoins être resserré d'emblée dans des limites étroites.

Les cas où l'établissement peut être exceptionnellement refusé ou retiré aux citoyens qui ont subi des condamnations pénales se trouvent en effet prévus aux al. 2 et 3 de l'art. 45 Const. féd. Le premier de ces alinéas ne peut évidemment trouver son application dans l'espèce, puisque les autorités genevoises n'ont ni établi, ni même soutenu que Boudry fût privé de la jouissance de ses droits civiques.

Le Tribunal fédéral doit donc se borner à rechercher si l'arrêté du Conseil d'Etat du canton de Genève se justifie au regard de la disposition ainsi conçue de l'al. 3 : « L'établissement peut être retiré à ceux qui ont été à répétées fois punis pour des délits graves. »

3. — Or il n'est pas douteux que cette question doive être résolue négativement.

En effet, d'après l'interprétation donnée par les autorités fédérales, dans une jurisprudence constante, à la disposition précitée de l'al. 3, il faut, pour que le retrait soit fondé, que la personne établie se soit rendue coupable d'au moins un délit grave au lieu de son nouveau domicile. (Voir entre autre *Rec. off.* XXI, page 2 ; XXII, page 365, consid. 4 ; page 713, consid. 1 ; XXIII, page 513, consid. 2 ; page 1360

consid. 3.) Et si le Conseil fédéral a statué qu'un canton a le droit de baser l'expulsion d'une personne sur des condamnations encourues toutes antérieurement à l'établissement de cette personne dans le canton, il ne l'a fait que dans le cas où il est constaté, par des rapports de police, que le dit individu a une conduite immorale et où, en conséquence, l'arrêté d'expulsion peut être fondé à la fois sur les condamnations antérieures et sur cette conduite immorale. (Salis, *Droit fédéral*, tome II, N° 406 et 426.)

Or, dans l'espèce, les autorités genevoises n'ont nullement prétendu que le recourant ait subi, dans le canton de Genève, aucune condamnation pour délits, graves ou autres. Le recourant ayant insisté dans son recours sur la conduite irréprochable tenue par lui depuis qu'il réside à Genève, le Conseil d'Etat n'a pas non plus contesté cette affirmation dans sa réponse.

Il s'en suit que l'arrêté du Conseil d'Etat du canton de Genève du 27 juillet n'est pas fondé au regard des principes du droit public fédéral, et que cet arrêté, de même que la décision antérieure du Département de Justice et Police, dont il n'est que la confirmation, doivent être révoqués.

Par ces motifs,

Le Tribunal fédéral  
prononce :

Le recours est déclaré fondé et les arrêtés pris par le Département de Justice et Police du canton de Genève en date du 11 septembre 1897 et par le Conseil d'Etat de ce canton en date du 27 juillet 1898 sont annulés.

#### IV. Glaubens- und Gewissensfreiheit. Steuern zu Kultuszwecken.

##### Liberté de conscience et de croyance. Impôts dont le produit est affecté aux frais du culte.

123. Urteil vom 19. Oktober 1898 in Sachen  
Leon gegen Thurgau.

*Steuer zur Deckung von Renovationskosten eines Kirchturms. Steuer zu eigentlichen Kultuszwecken? (Art. 49 Abs. 6 B.-V.)*

A. Mit Beschluß vom 8. Juli 1898 hat der Regierungsrat des Kantons Thurgau eine Beschwerde, die L. Leon in Dießenhofen namens der israelitischen Einwohner dieser Ortschaft gegen die Heranziehung zu einer von der paritätischen Kirchenpflegschaft erhobenen Steuer an die Reparatur der Kirche und des Kirchturms in Dießenhofen erhoben hatte, als unbegründet abgewiesen. Der Beschwerdeführer hatte sich darauf berufen, daß die Kirche nebst Turm und Glocken ausschließlich der paritätischen Kirchengemeinde Dießenhofen gehöre und ausschließlich zu Kultuszwecken diene, und daß die Reparatur auch ohne Beziehung der Israeliten von dieser beschlossen worden sei, während allerdings die Uhr, wie Uhr und Glocke auf dem sogenannten Siegelturm, der Ortsbürgergemeinde gehöre, die auch die Reparaturkosten für dieselbe bezahlt habe. Der Regierungsrat ging in seinem abweisenden Beschlusse von folgenden Erwägungen aus: Thatsächlich sei zu berichtigen, daß es sich lediglich um eine Steuer zur Deckung der Renovationskosten des Kirchturms, nicht auch der Kirche, handle. Nun habe der Regierungsrat schon in Entscheidungen aus den Jahren 1876 und 1886 festgestellt, daß im allgemeinen in den thurgauischen Gemeinden die Unterhaltungskosten der Kirchtürme mit Uhr und Glocken nicht als rein konfessionelle, kirchliche Auslagen zu betrachten seien, daß vielmehr, weil diese Einrichtungen